



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rejet de la loi e-ID

Une occasion manquée pour la Suisse

Berne, le 7 mars 2021 – L'Alliance pour une e-ID suisse prend acte avec regret que les réticences à l'égard de la loi sur l'e-ID l'ont emporté auprès du peuple suisse. En rejetant cette loi, la Suisse se prive d'une identité électronique gérée de manière autonome et d'une plus grande sécurité juridique en matière d'identification numérique. Il appartient désormais aux responsables politiques de proposer une nouvelle solution. L'Alliance e-ID est convaincue de la nécessité d'une identité électronique suisse reconnue par l'État et appelle à un dialogue rapide et constructif.

L'Alliance e-ID prend acte qu'après quinze ans de délibérations, la loi e-ID n'a pas trouvé de majorité au sein du peuple suisse. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à convaincre une majorité de la population de l'importance d'une e-ID suisse reconnue par l'État et de son importance pour la Suisse. La Suisse manque ainsi une occasion de réaliser une avancée majeure en matière de développement technologique.

En quête d'une solution acceptable pour la majorité

Durant la campagne référendaire, de multiples inquiétudes relatives à l'e-ID suisse se sont exprimées et nécessitent une analyse approfondie. On se demande toutefois dans quels délais une nouvelle solution acceptable pour la majorité pourra être élaborée et adoptée.

Nicolas Bürer, directeur général de digitalswitzerland, appelle les responsables politiques à s'y remettre rapidement et déclare : « Nous continuerons à nous engager de manière constructive pour une e-ID suisse. Nous sommes convaincus de la nécessité d'une solution suisse reconnue. Nous devons avancer dans l'intérêt de tous et ne pas creuser encore notre retard par rapport aux autres pays. »

Information aux médias :

Nicolas Bürer, directeur de digitalswitzerland
079 542 92 56, mail@e-id.info